L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 9 FEVRIER 1892. 65me Année.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 9 FEVRIER 1892.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR

Par Macon, Denis & Kennaghan, au local coin nord-ouest de l'Avenue Tulane et de la rue Franklin, le contenu d'une pharmacie.

Par Stephen J. Darbès, coin Espagne et Derbigny, le contenu d'une épicerie.

Par M. Farentelli, constable, à son entrepôt, No 152 rue Lafayette, un lot de meubles de maison, aussi, une action du fonds capital du Young Men's Gymnastic Club.

Par Henry Stern & Cie.—A leur salle d'encan No 80 rue du Canal. Un assortiment complet de Bottes et Souliers.

Le chantier de marine à Alger, Paroisse d'Orléans,

Les Américaine sont admirables d'énergie, d'initiative, de constance, de persévérance, quand il s'agit de leurs intérêts matériels. Dès qu'ils poursuivent un but, rien ne les en détourne, tant qu'ils ne l'ont pas atteint. Il n'en est pas tout à fait de même quand il s'agit des intérêts généraux, de tout ce qui peut contribuer à agrandir ou à enrichir leur pays. Ils sont patriotes, mais par intermittence ; ils s'enflamment bien vite, mais ce n'est qu'un feu de paille. Retournez l'âtre, le lendemain, vous n'y trouverez plus que de la cendre ; et cela dure ainsi jusqu'à ce qu'un hasard vienne, ici ou là, faire éclater de nouveau l'allumette et ranimer la flamme.

N'est-ce pas exactement le spectacle qu'ils nous donnent, depuis une vingtaine d'années, à propos de leur marine et de la défense de leurs côtes ?

Surgit-il un conflit, plus ou moins grave, entre les Etats-Unis et une nation étrangère—le Canada l'Angleterre, le Chili, un royaume ou une République quelconque de l'ancien ou du Nouveau Monde, "Ah ! si nous avions une grande marine," s'écrie-t-on "comme nous pourrions parler haut et faire respecter notre pavillon !" mais l'une des deux parties ne se sentaient pas de première force, et l'autre ne se souciant pas d'aller perdre sa poudre à trop grande distance, on se fait des concessions mutuelles ; tout s'arrange ; les choses en restent là, et l'on oublie complètement la marine et la défense des côtes.

L'affaire du Chili vient de remettre sur le tapis cette éternelle question, et comme, cette fois, c'est au Sud que le différend a été soulevé, c'est vers le Sud que se sont portées les préoccupations.

C'est ainsi que le projet de construction d'un chantier de marine, à la Nouvelle-Orléans, revient sur l'eau, à l'heure qu'il est. Combien de fois déjà a-t-on agité cette question, sans jamais se décider à la résoudre ? Il ne s'agit pas de savoir si l'or et, à besoin ; tout le monde proclame que l'insuffisance est d'une urgente nécessité. Sur toute l'étendue des côtes du Golfe, il ne se trouve pas un seul port de construction, de réparation ou de ravitaillement ; et si, un de ces jours—ce qui est dans l'ordre des choses possibles, probables, même—on était obligé de faire une expédition dans ces parages, on serait fort embarrassé pour donner à la flotte un abri sûr, convenablement outillé. Comme toujours, on ferait les choses à la hâte et au hasard. Ne vaudrait il pas mieux se mettre immédiatement à l'œuvre ?

On avait, dans le passé, soulevé mille objections au projet ; elles ont été toutes réduites à néant. Il y avait des concurrences, à droite et à gauche ; elles n'étaient pas de force à lutter : elles se sont avouées battues, et se sont retirées de la lice. On hésitait encore ; on prétendait que l'on ne connaissait pas la dessus la véritable opinion du pays, tout au moins, de la Vallée du Mississippi. On est allé aux renseignements ; on a interrogé nous ne savons combien de villes intéressées, combien de communautés commerciales. Toutes, ou à peu près, se sont prononcées en faveur de la Nouvelle-Orléans. Soixante dix corporations différentes, appartenant à vingt six Etats—ont demandé que le chantier fût établi dans notre port ou dans les environs. Enfin, il a fallu avoir l'avis d'une Commission, d'abord ; puis, d'une autre, et toutes les deux ont été du même avis que les soixante dix villes et communautés déjà consultées.

Le terrain est donc complètement déblayé ; il ne reste plus au seul obstacle debout, et ce qui vient de se passer prouve clairement qu'il n'y a plus une minute à perdre.

Comment donc se fait-il que le Congrès n'ait pas encore adopté le projet ?

Depuis que le problème est posé, il y a longtemps qu'il devrait être résolu. Non seulement les constructions ne sont pas encore terminées, mais elles ne sont même pas commencées et, qui pis est, la loi qui les autorise n'est pas votée.

Nous sommes fatigués de ressasser, à chaque instant, les mêmes arguments, en faveur de l'installation d'un chantier ou d'un "Dry Dock", à Alger ; tout le monde les connaît : la sécurité complète de l'emplacement, au point de vue des attaques de dehors et des tourmentes de l'océan ; sa position centrale au milieu des plages du Golfe ; les étonnantes facilités de transport pour les ravitaillements et les approvisionnements. Les vastes espaces dont on peut disposer ; la qualité de l'eau, absolument douce et fraîche, qui garantit le matériel de métal contre toutes les détériorations causées par les sels corrosifs de la mer ; la situation privilégiée de la Nouvelle-Orléans, entre le Golfe, ou une mer extérieure, d'un côté, et le Mississippi, ou une mer extérieure, de l'autre.

Il n'y a pas d'illusion à se faire. Le Golfe du Mexique est la véritable Méditerranée de l'Océan ; il faut que les Etats-Unis s'en assurent la domination, et le meilleur moyen d'y arriver, c'est de faire de la Nouvelle-Orléans une sorte d'île de Malte ou de Gibraltar, à l'instar des établissements qu'ont fondés les Anglais dans ce que nous appellerions volontiers le Golfe de Mexique de l'Europe. Est-il donc si difficile à l'Union d'exécuter, ici, chez elle, à peu de frais, ce que la Grande-Bretagne a exécuté, là-bas, à prix d'or, loin de son île, et dans une mer qui ne lui appartient pas ?

La Salsepareille d'Ayer arpalise et chasse du sang tous les éléments empoisonnés. Se vend chez tous les droguistes.

Un individu est accusé d'avoir mis le feu à ses magasins, après les avoir fait assurer.

Il n'y a contre lui que des présomptions, un seul témoin à charge.

—Que savez-vous ? lui demande le président.

—Le jour du crime, j'ai rencontré l'accusé dans la rue. Il a tiré un cigare de sa poche et il m'a demandé du feu !

Le parti démocratique restera-t-il divisé ?

Le comité central démocratique d'Etat a publié dimanche ce qui suit :

Nouvelle-Orléans 6 février 1892.

A une réunion du Comité Exécutif relevant du Comité Central Démocratique d'Etat, les considérants et les résolutions qui suivent ont été adoptés à l'unanimité :

Attendu que la Convention démocratique d'Etat, chargée de faire les nominations, a adopté la résolution suivante :

"Résolu que le Comité Central d'Etat qui doit être nommé par cette Convention est, par le présent, autorisé à prendre, si c'est possible, tous les arrangements nécessaires avec les démocrates pro et anti pour la soumission dudit amendement à une élection primaire des votants démocrates blancs, à un jour qui sera fixé et selon les règlements qui seront adoptés par les deux partis ; résolu aussi, que le Comité Central d'Etat devra employer tous les moyens honorables pour arriver à un règlement de cette question, en vertu du pouvoir qui lui est ainsi conféré."

Attendu que, quand ce comité exécutif a été institué, le Comité Central d'Etat l'a revêtu de pleins pouvoirs dans le but susdaigné ;

Attendu que, par suite de la déclaration de M. John A. Morris, parlant en son nom et au nom de ses associés, par la voie de la presse, que si lui ni eux n'acceptaient ledit amendement de revenu, même s'il était adopté par le peuple de l'Etat de la Louisiane, il est devenu inutile d'assoyer de soumettre à des élections primaires blanches l'amendement de revenu de la Loterie ;

Attendu que ce Comité, croyant à la sincérité de cette déclaration de la part de M. Morris et de ses associés, et désirant écarter une question embarrassante ;

Résolu que ce Comité Exécutif prévient par les présentes les votants du parti démocratique dans tout l'Etat de la Louisiane que lui, le dit Comité Exécutif, fera imprimer sur tous les tickets démocratiques qui seront présentés au scrutin général du 19 avril 1892, ces mots : "Contre l'amendement des levées, écoles, charités, pensions, drainage, loteries et fonds généraux," et que des tickets ne porteront pas les mots : "Pour l'amendement des levées, écoles, charités, pensions, drainage, loterie et fonds général."

Il est de plus résolu que nous insistons auprès des conventions de nomination de paroisse et de districts sénatoriaux, relevant du parti démocratique régnier, pour qu'elles engagent aux candidats pour l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane de voter contre toute convocation quelconque d'une Convention Constitutionnelle.

Par ordre du Comité.

A. W. CRANDELL, Chairman.

JOHN T. MICHEL, Secrétaire.

On le voit, la solution de la question de la Loterie est finale ; elle est absolue et indiscutable.

M. Morris renonce à l'amendement constitutionnel, et après lui le Comité Central d'Etat y renonce et déclare nettement et catégoriquement que tous les bulletins de vote qu'il émettra pour l'élection du 19 avril 1892, porteront ces mots : "AGAINST the levees, schools, charities, pensions, drainage, lotteries and general fund Amendment ;" il ajoute qu'aucun bulletin ou ticket ne portera une indication contraire.

Est-ce assez clair, et dira-t-on encore qu'il y a là des paroles qui peuvent surprise ? Le Comité va plus loin. Afin d'imposer silence à toutes les objections imaginables, il adjure les conventions démocrates régulières de nomination d'enjoindre aux candidats qu'elles désigneront pour la législature de voter contre toute convocation quelconque d'une Convention constitutionnelle.

Une des factions rivales affirmait récemment que si les champions de la Loterie estimaient la cause de cette institution compromise, ils n'hésiteraient pas à faire convoquer une convention pour reviser la constitution, dans le but d'y introduire un article qui ferait revivre l'association dont M. Morris était le chef.

L'imputation tombe d'elle-même aujourd'hui. On vient de voir que les candidats démocrates pour la *Législature* recevront, parmi leurs instructions, celle de repousser toute proposition tendant à la convocation d'une Convention pour réviser la charte de l'Etat.

Sait-on d'ailleurs ce que coûterait cette révision ? Cent cinquante mille dollars au bas mot : peut être même davantage.

Et oh, grands dieux, prendrait-on cet argent dans l'état obéré du trésor ?

L'impôt pèse déjà assez lourdement sur les contribuables, et ce n'est pas au moment où tous les services publics souffrent, où nos écoles sont fermées, nos levées s'écroulent, nos asiles se ferment, etc., qu'il faudrait songer à accroître une énième révision constitutionnelle !

Non, il n'y a plus rien à faire ni à dire. Il n'existe plus en Louisiane de question de loterie.

Les démocrates de l'Etat vont ils maintenant rester divisés ? La conciliation serait elle impossible ?

Nous ne voyons jusqu'à ce moment aucun signe de rapprochement, et nous craignons que l'avenir ne réserve à notre parti une sévère leçon.

Unis, les démocrates de la Louisiane n'ont rien à craindre ; divisés, ils se livrent tout entiers à leurs adversaires et préparent leur défaite à une époque moins reculée peut-être qu'on ne pense.

Les Politiciens éprouvent un grand soulagement par l'emploi du Pectoral Cerise d'Ayer. Mal rauque : c'est si efficace.

La neige ; une pensée de Colonnet, du *Gaulois* :

"La neige est blanche dans nos climats ; tout porte à croire qu'elle affecte une nuance plus foncée dans les pays nègres."

Entre gommeux :

—De qui donc portes tu le deuil ?

—De mon oncle André.

—Je croyais qu'il l'avais déshérité ?

—Eh bien ! oui, je porte le deuil de sa succession !

Au restaurant.

Premier client, prenant son café :—Garçon, ouvres donc la fenêtre, il fait trop chaud ici.

Deuxième client, absorbant un apéritif :—Etes vous fou, garçon ! on gèle ici. Fermez cette fenêtre.

Le garçon, embarrassé, va consulter le patron, qui, après avoir réfléchi les deux contendants, répond :

—Obéissez au monsieur qui n'a pas encore dîné !

Bavarde comme la pie, Mme Z.... ne laisse jamais chômer sa conversation. Ce sont toujours des histoires inédites, mais d'ailleurs elles.

Hier, elle se tait brusquement et garde le silence.

—Pas possible, dit tout bas une amie, son rôtelier s'est décroché !

M. Prudhomme a une jeune bonne qui a la main malheureuse. Chaque matin, elle casse une terre cuite ou un vase de porcelaine.

—Vous m'avez dit que vous entriez chez moi comme bonne à tout faire, déclare doucement M. Prudhomme, mais pas comme bonne à tout casser.

Edgar à Tata.

—Chérie, je suis un peu gêné dans ce moment... Mais j'ai pensé à toi tout de même... Je vais te donner, pour tes étrennes, mon portrait.

—C'est ce, fait Tata.... Un polichinelle, comme quand j'étais petite !

Deux bons compagnons sont attablés dans un cabaret de la rue des Petits-Carreaux. Ils discutent gravement de la sobriété.

—Croiriez-vous, père Soiffard, que je ne me suis jamais vu gris ?

—Ah ! bah !

—Jamais. Quand je suis gris, je n'y vois plus.

LOUISIANE.

Le Sugar Bowl and Farm Journal, Nouvelle-Ibérie, paroisse Ibérie, du 6 février :

La semaine dernière et les premiers jours de celle-ci, nous avons eu une température de printemps. Brillant soleil, la journée, mais un peu trop de froid, la nuit. La canne va pousser bien vite, si ce temps continue. On a considérablement planté, dernièrement, mais on n'a, pour ainsi dire, pas découvert de souches. Il serait imprudent de les exposer si tôt. L'ameublement a été abondant, et c'est fait dans de bonnes conditions. Tout le monde est enchanté de l'état de la semence. Comme les souches doivent être en aussi bon état, avec le temps délicieux que nous avons en ce moment, nous pouvons compter, cette année, sur une bonne récolte.

—L'usine centrale de l'ex-gouverneur Warmoth, sur Magnolia, a achevé ses travaux de diffusion, cette semaine. On est très curieux de connaître les chiffres du rendement.

—M. T. S. Wilkinson, de Myrtle Grove, n'a pas encore expédié tout son sucre et ses mélasses au marché.

—La Société agricole, dans sa réunion, qui a eu lieu cette année, à Lac Charles, a traité des questions d'un intérêt tout à fait exceptionnel ; il résulte des études faites, que le coton rapporte beaucoup moins que le sucre, et qu'on devrait le mettre, tout à fait, au second rang.

Nous citerons, parmi les travaux les plus importants, celui du Président John Dymond, sur la production du sucre, par les petits fermiers, au point de vue de la vente ; celui de M. Wibray J. Thompson, sur "l'usine centrale comme la sauvegarde de l'avenir, en Louisiane ;" celui du Dr W. C. Stubbs, sur l'irrigation considérée comme le véritable facteur de la prospérité de l'agriculture.

L'hon. W. H. Harris a parlé de la "culture du tiz en Louisiane ;" l'hon. W. Foster, de Cad do : "La culture du coton rapporte-t-elle ?" L'hon. N. Casey : "Quelles sont les meilleures plantes fourragères pour la Louisiane ?"

Le *Meschacébé*, Bonnet-Carré P. O., paroisse St-Jean-Baptiste, du 6 février :

Il a fait chaud, cette semaine, et l'on aurait pu croire le printemps de retour. Nous avons tué un moustique qui s'était traînt autour de nous. Le fait est que si une hirondelle ne fait pas le printemps, un moustique ne doit pas le faire davantage. Mais nous avons eu pruniers en fleurs—en fleurs rouges, encore, s'il vous plaît, car il y a comme ça des pruniers qui fleurissent rouge. Il est peut-être pressé, notre prunier à fleurs rouges, car qui sait si l'hiver a dit son dernier mot. Dans le doute, on voit bourgeonner déjà les ormes et autres arbres à sève impatiente. Mais nous aimons mieux attendre que le pacanier et le plaqueminier aient commencé à pousser, pour croire au printemps.

Le député-shérif Voisin, de retour de Jackson, où il était allé conduire un pensionnaire à l'Asile que possède l'Etat en cette localité, nous assure qu'il a été grandement étonné des soins extraordinaires accordés par l'administration actuelle à cette institution. Il y a seulement quatre ans, nous dit-il, l'espace était si restreint que c'était avec difficulté qu'un shérif trouvait le moyen de faire accepter par l'institution un malheureux privé de sa raison, mais aujourd'hui, de spacieux bâtiments ayant été construits récemment, il y a place pour tous les aliénés qui y sont conduits. L'établissement se distingue en outre par l'extrême propreté et le bon ordre qui y règnent et ses infortunés pensionnaires y trouvent tout le bien-être dont ils peuvent jouir.

Cette amélioration si longtemps désirée fait le plus grand honneur à l'administration du gouverneur Nicholls, qui a été en grande partie consacrée à réparer les erreurs et les négligences de ses prédécesseurs.

Les améliorations ne sont pas encore terminées et l'intelligent administrateur de l'établissement, le docteur A. Gaden, qu'on occupe consciencieusement. De chaque côté et en arrière du bâtiment *principal*, ont été construites des additions considérables à quatre étages et parfaitement aérées. Les bâtiments sont éclairés à la lumière électrique et chauffés pendant l'hiver au moyen de tuyaux, évitant ainsi tout danger d'incendie. La propreté la plus complète se fait partout remarquer ; une nourriture saine et abondante est fournie aux pensionnaires, dont la santé, hors l'état mental, est généralement excellente.

L'institution est divisée en quatre classes, celle des hommes blancs, celle des femmes blanches, celle des hommes de couleur et celle des femmes de couleur. Le nombre actuel des pensionnaires est de 580 et chacun d'eux est soigné comme son état l'exige. On ne saurait trop louer les nobles efforts du surintendant et de ses assistants pour assurer non seulement le nécessaire, mais l'agréable aux malheureux confiés à leur charge.

L'*Interim*, Convent P. O., paroisse St-Jacques, du 6 février :

Notre confrère le *Meschacébé*, nous est arrivé, samedi dernier, avec un format nouveau, fort bien imprimé et rempli de matières très intéressantes. Le *Meschacébé*, qui compte ses 40 années d'existence, a justement acquis l'estime de la population aux intérêts de laquelle il est dévoué.

—Le fleuve monte rapidement et fait ses charrois habituels de bois de chauffage.

—Le jury de police s'est réuni mardi dernier, et a fixé les licences pour l'année 1892. Le taux est le même que celui de l'année dernière.

—La grippe est la maladie à la mode. Ses patients sont nombreux ici pour le moment.

—Mardi matin, à 3 heures du matin, est décédée, en cette paroisse, Mlle Louise Labauve, à l'âge de 21 ans.

Entourée de parents bons et vertueux, Mlle Labauve avait su mettre à profit l'exemple qu'elle avait sous les yeux ; aussi se faisait-elle remarquer par sa modestie, sa douceur et ses pieuses dispositions.

Elle était l'ange aimé du foyer qui l'abritait, et se voyait, sans cesse, entourée d'amis choisis.

Pour une telle âme, la mort n'a rien de terrible. Elle la voit venir sans crainte, et peut dire à ceux qu'elle va quitter :

O vous tous qui restez, ne pleurez pas ma perte, Laissez-moi m'enlever vers un site plus beau ; Du séjour de mon Dieu la porte m'est ouverte Et l'homme pour le ciel naquit dans le tombeau.

TRUDEAU.—Décédé à Washington City, District de Colombie, J. EMILIEN TRUDEAU, né à la Nlle-Orléans.

POOL.—Décédé lundi, 8 février 1892, à 6:45 heures P. M., STEPHEN D. POOL, Jr., à l'âge de 44 ans, natif de la Caroline du Nord et résidant en cette ville depuis dix-huit ans. Ses amis ainsi que ceux des familles Pool et Guirard sont respectueusement invités à assister à ses funérailles, qui auront lieu, de sa dernière résidence, 387 rue Esplanade, au coin de la rue Rochebleve, ce mardi après-midi, à 4 heures.

GOODWIN.—Décédée, lundi matin, à 11 heures, MARIE A. DELPIT, Veuve de James C. Goodwin, à l'âge de 42 ans, native de la Nouvelle-Orléans. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, mardi, 9 février, à 4 heures P. M. précises, de la résidence de son beau-frère J. E. Forge, No 142 rue St-Antoine, près Claiborne.

TO-KALON! TO-KALON!

Ne buvez rien autre chose ; mais buvez le par. C'est le fameux To-Kalon de

PAUL N. VERNEUILLE,
Seul Agent,
139 rue Royale, coin Toulouse.

8 jan—

A VENDRE,
Rin de semence choix.
T. Lanaux' Sons, 19 1/2 rue Conti,
9 fév—1m PP

Au Public.

Le groupe des Autrichiens s'emorgueillit très naturellement de la victoire qu'il a remporté au tournoi du "Tug-of-war", mais leur sentiment de fierté nationale se trouve en quelque sorte froissé lorsque leur loyauté est mise en question. La rumeur que des athlètes de profession ont fait partie de notre groupe est sans fondement et devient offensante parce que la déduction naturelle est que les "robustes fils de l'Autriche" manquent de loyauté. L'opinion personnelle de M. Ernest Fragst, secrétaire de l'association de Brasseries de la Nouvelle-Orléans, nous inspire peu ; mais lorsque la presse se fait l'écho de cette injuste opinion, ce devient notre devoir de la nier en donnant l'assurance solennelle que le groupe des Autrichiens se compose t entièrement d'hommes domiciliés et engagés dans les affaires ici depuis nombre d'années et qu'avant le récent tournoi, pas un seul de nombre ne s'était jamais livré même à ce genre de *sport*. Leur identité peut être parfaitement établie par une photographie du groupe prise avec son capitaine. Nous affirmons de plus que le groupe fut choisi par nous et se composait d'hommes que nous connaissons personnellement comme étant nos nationaux—des Autrichiens—dont la loyauté peut être attestée par des personnes qui ont assisté au tournoi et que nous pouvons garantir. Leur conduite modeste au cours du tournoi aurait pu facilement et convenablement se changer en de bruyantes manifestations de joie ; mais après chacune de leurs luttes, tous les soirs, ils se contentaient simplement de se réjouir de l'un victoire avec bienveillance à l'endroit de tous, sans malice pour qui que ce fut et avec bonheur pour eux mêmes.

La question financière ne nous a jamais occupé l'esprit. Les extrêmes dépenses auxquelles nous avons été entraînés à ce sujet ont été totalisés faites par la colonie Austro-Slave.

Nous n'avons jamais reçu un sou d'aucune autre source ; jamais on n'a tiré de profit : et toute offre en ce sens a été respectueusement récusée.

Nous remercions les personnes qui ont assisté au tournoi, de leurs applaudissements. Ce nous était un plaisir de être. Ici que tous les groupes avec lesquels nous nous sommes mesurés ont accepté leurs défaites de la façon la plus gracieuse ; et en même temps que nous sont venus ces loyaux avers, nous avons été entourés par le groupe américain de toutes les courtoisies possibles que nous apprécierons fort et n'oublierons jamais.

S. M. FUCICH, Capitaine.
M. A. BAUHOFER,
Juge du Groupe des Autrichiens.
9 fév—

Banque des Citoyens de la Louisiane. —Incorporée sous la loi de l'Etat de la Louisiane, 9 février 1892.—A la séance annuelle des actionnaires de cette banque, tenue le 1er courant, les messieurs dont les noms suivent ont été élus directeurs pour l'année courante :

G. W. NOTT, SIMON PFEIFER,
PETER TORRE, ERNEST PRAGST,
H. C. BOUCHER, FRANK VALTIER,
HIPPOLYTE LAROUSSINI.

A une séance tenue par le Bureau des Directeurs ce même jour, M. G. W. NOTT a été réélu Président ; l'unanimité. M. HIPPOLYTE LAROUSSINI, Vice Président, et M. A. A. LELONG, Caissier.

A. A. LELONG,
9 fév—3f Caissier.

VENTES A L'ENCAN

PAR E. CURTIS.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Instruments de Chirurgie, Livres. Ameublement de Bureau.

Succession de Dr Geo. Howe.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans. Division A.—No 81,749.

PAR E. CURTIS, encanteur.—Bureau, 901 rue Canal—En vertu d'un ordre de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, à l'Hon. Thos C. W Ellis, juge dûment en date du 4 février 1892, et à moi adressé, je procéderai à la vente, le MARDI, 16 février 1892, à ma salle d'encan, 201 rue du Canal de la propriété ci après décrite à savoir :

Un lot d'instruments de chirurgie, livres, meubles de bureau, etc., d'après un inventaire enregistré.

Conditions—Comptant ou Reconnu.

9 fév—w 14 19 30

Jardiniers, Marchands, Propriétaires Ouvriers et le Public en général.

ATTENTION !!!

De grandes offres pour faire vos achats au St Mary's Market Fruit and Vegetable Company, Limited, pour avoir une ordonnance passée par le Conseil de Ville, obligeant les jardiniers à vendre leurs produits au marché Ste Marie.

Nous invitons tous les intéressés au bien être de la santé à venir à la séance spéciale, qui aura lieu, LUNDI MATIN, 8 février 1892, à 8 heures, au No 261 rue Decatur, près Urselines, pour prendre notre compte position dans l'affaire. Les membres de la Presse sont cordialement invités à y assister. Par ordre du comité

RICHARD FORTSCHUH, Chairman.
JOS. MARANGUE, Jr. Secrétaire.
Nouvelle-Orléans, 6 février 1892.
7 fév—2f

$500 de Récompense !

Nous donnerons la somme ci-dessus pour tout cas de maladie du foie, de dyspepsie, de mal de tête, d'indigestion, de constipation que nous ne pourrons guérir avec les pilules végétales du Dr West pour le foie, lorsque les prescriptions seront suivies. Elles sont purement végétales et ne manquent jamais de donner satisfaction. Elles ont une couche de sucre. Les grandes boîtes contenant 30 pilules, 25 cents. Méfiez vous des contrefaçons. Se vend en arrière du bâtiment chez M. TUMA, No 11 rue du Camp, Nouvelle Orléans, Lou. 1er oct—1an Ven&J

Avis.

M. LOUIS YBOS, plombier patenté, se charge de la pose de tuyaux de plomb, d'étain, de cuisine de salles de bains et de lavabos. Toutes commandes qui lui seront faites seront remplies promptement.

Il se charge de la réparation de tous genres de rangers au No 117 rue de la Course, près Bourbon. 7 fév—7f

Société Alsacienne et Lorraine de Bienfaisance de la Nouvelle-Orléans.

A une assemblée générale et élections tenue le 4 février, les officiers, comme suit, ont été élus pour l'année 1892 :

Président, Nicolas Amans ;
Vice Président, C. Davis ;
Secrétaire aux finances et aux minutes, A. Duvic ;
Trésorier, V. Ulrisimann ;
Grand Marshal, L. Georges ;
Collecteur, C. Albert ;
Dr E. J. Metoyer, médecin.

Comité de Secours.

W. Ulrisimann, ch f. 191 rue Bienville.
1er et 4me Cons. L. W. Schindler, 127 rue Magnolia.
E. Germier, 364 rue Félicité.
2me et 3me Cons. C. A. Duvic, 134 rue Nord Rempart.
A. Wining, 332 rue Dumaine.
Algar, F. Duvic, No 29 rue Villeré.

Après l'élection les membres se sont rendus chez M. Louis George, rue Royale, où il leur a été servi un lunch.

A. DUVIC,
7 fév—1f Secrétaire.

Bureau de la Louisiane Tanning Company, 120 rue 2nd Peters (Tanneris Promenade Carondelet, entre Bread et White). Nouvelle Orléans, 2 février 1892.—Nous, les soussignés commissaires d'élection de la Louisiana Tanning Company, à une réunion tenue ce jour, Hpolidor, d'après un avis publié pendant 30 jours dans le *Daily Picayune* et l'Abeille de la Nouvelle-Orléans, certifions que Trois Cent Quarante six (346) bulletins ont été donnés contre la dite mesure et aucun pour la liquidation

Signé : LOUIS SCHERER.
UBO. DARTENA.
JNO. PAYSSE.
R. LAFONTAINE.
ROBT. CAUSSE, JR.,
A. B. LACOSTE.

8 fév—7f

Bureau de la Louisiana Tanning Company, 120 rue South Peters, Nouvelle-Orléans, 1er février 1892.—A l'élection annuelle des actionnaires de cette compagnie, tenue le 12 janvier 1892, les messieurs ci dessous nommés ont été élus comme membres du Bureau des Directeurs pour servir pendant l'année courante : John M. Coos, R. Vioca, J. M. M. Dufour, Jos. Tujan, A. Camagne, S. Boubay, Pierre Lanaux, Jno. Weber, L. Lazaus, A. Mouledoux, M. J. Flynn et Aug. Claverie ; et à la réunion tenue ce jour, A. Camagne a été élu président, Jno. M. Coos vice-président et A. B. Lacoste secrétaire.

28fév—7f A. B. LACOSTE, Secrétaire.

AVIS

A ceux qui peuvent fiscosce et aux contribuables.

Mes occupation ne me permettant pas d'être, cette année, au bureau du Trésorier de la ville, j'ai le plaisir d'annoncer à mes amis et au public en général que je me tiens à leur disposition pour recevoir leurs affidavits de licences et consacrer mes soins personnels les plus consciencieux aux affaires qu'ils voudront bien me confier. Je dirai bientôt à mes amis que je suis toujours prêt à remplir à mon bureau.

F. D. CHARBONNET, Notaire, 122 rue Gravier, coin Camp, de 9 heures matin à 5 heures soir. 7 janv—1m jeu dim mar

Compagnie d'Assurances du Sud, de la Nouvelle-Orléans.—No 54 rue du Camp. —Nouvelle-Orléans, 5 février 1892.—A l'élection annuelle des actionnaires de cette compagnie, tenue le 7 décembre 1891, les messieurs ci-dessous ont été élus directeurs pour l'année 1892, savoir—

B. GALLY,	J. J. GRAGARD,
E. MILLIKEN,	FRANK ROBERTS,
T. J. WOODWARD,	FRANK BARKER,
WILLIAM MEHLE,	SAM DELGADO,
G. F. HARRISON,	SCOTT MCGHEE,
F. G. ERNST,	JOS. SCHWARTZ,
J. H. MENGE,	PAUL CAPDEVIELLE,
LEON JOUBERT,	J. SIMMONS,
GEO. H. DUNBAR,	CHS. WEISS,
I. HERNSHEIM,	ROBERT CAREY,
R. BELTZHOOVER,	J. JEANTE JR.,
E. K. CONVERSE,	L. C. DAVID,
	ERNEST MILTENBERGER.

Et a une réunion du Bureau des Directeurs, tenue ce jour, ERNEST MILTENBERGER a été réélu président ; B. GALLY, vice-président et SCOTT MCGHEE, secrétaire.

SCOTT MCGHEE, Secrétaire.
6 fév—3f

Demande de Renseignements.

M. Louis Paterson, domicilié à Impasse des Allemands, Bruxelles, serait très reconnaissant à quiconque lui donnerait des renseignements concernant sa mère, Mme AUGUSTINE PATERSON.

Il a l'espoir qu'elle vit encore et croit qu'elle habite la Nouvelle-Orléans. Si les renseignements désirés étaient donnés au Maire, M. Shakespeare, il les communiquerait de suite à celui qui les demande. 2 fév—7f

ASSURANCES.

Conformément aux exigences de la Charte, la

Compagnie d'Assurances de la Nlle-Orléans

Publie l'état de situation suivant de ses affaires du 1er janvier au 31 décembre 1891.

Primes d'incendie	$189 280 36	
Primes de rivières	2,194 44—	$191,474 80
Primes acquises réservées de 1890		53,326 59
Total des primes		$244,801 39
A déduire—		
Intérêts, loyers et entretiens		$19,718 54
Revenu		$264,519 93
A déduire—		
Pertes de 1890, payées en 1891	$ 4,072 46	
Pertes de 1891	90,267 46	
Pertes payées	$ 94,340 94	
Pertes ajustées et non ajustées	13 877 10	
Pertes totales	$108,218 04	
Primes remises, commissions, salaires, taxes, dépenses générales, Board of Underwriters, frais judiciaires, réassurance, Corps de Sauvetage	96,788 73—	204,974 77
		$59,545 16
A déduire—		
Primes non acquises réservées pour 1891		61,024 96
Déficit		$ 1,479 80

La Compagnie a l'actif suivant sans pris en marché :

Argent dans les banques	$21,849 57
Primes en cours de collection	17,067 82
Primes entre les mains d'agents et en cours de transmission	10,223 16
1 bon du Washington Artillery	400 00
15 bons (Warrants extended)	13,650 00
3 bons-certificats consolidés	3,015 00
9 bons-certificats ordinaires	9,000 00
16 bons de chemins de fer (extended)	16,000 00
55 bons consolidés (Louisiana extended)	52,300 00
674 bons à primes de $100 chacun	21,299 40
1 bon St. Bernard Steam Fire Company	90 00
52 consolidés à pour cent de l'Etat de la Louisiane	37,400 00
200 actions de l'Association du Cimetière de la Métairie	18,000 00
200 actions de la New Orleans Gas Light Company	19,400 00
1 action du New Orleans Cotton Exchange	200 00
Billets hypothécaires garantis par première hypothèque sur propriétés foncières de la ville	23,633 15
Prêts sur demande, garantis par titres variables	2,475 00
Billet à recevoir en règlement de primes	3,449 89
Propriété foncière à la Milliérat Pontchartrain, Bâtiments et accessoires	45,001 00
Meubles de bureau, installations et coffre-forts	1,000 00
Mobilier	377 77
Dépôt à la N. O. Gas Light Company	5 00
Dépenses diverses	2,667 60
Prêts sur billets garantis par actions	8,000 00
	$343 933 42

PASSIF.

Fonds capital	$285,000 00
Primes non acquises	61,024 96
Pertes ajustées et non réglées	5014 95
Pertes ajustées et non réglées	13 877 10
Réclamations repoussées et en Cour	3,907 45
Dividende déclaré en juillet 1891	$7,950 00
Montant à payer	6,950 04
Dividendes non réclamés	1,099 96
	$345 413 22

L'état ci-dessus est une copie exacte et vraie des livres de la Compagnie.

(Signé) J. TUYES, Président.
JOS. A. HINCKS, Secrétaire.

Fait et signé sous serment par devant moi, ce 20e jour de janvier, 1892.

JAMES FAHEY, Notaire.

Nous soussignés, comité spécial nommé par le Bureau des Directeurs de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle Orléans, pour examiner l'actif de la dite compagnie, selon leur valeur sur toute sur le marché déclarons qu'après un examen minutieux, l'évaluation du dit actif telle que spécifiée ci dessus est vraie et correcte.

H. LAROUSSINI,
JULES ANDRIEU,
HUNTLEY PITOT,
E. J. BOBET, Vice Président.

DIRECTEURS.

Edw. J. Bobet,	Jules Tuyes,
Jules Andrieu,	E. J. Demarest,
H. Gally,	J. F. N. Baquié,
J. W. Hincks,	Geo. Pitot,
Hypolite Larousseni,	L. Sourdis,
Henry Denis,	H. L. Taylor